

Juin 2010

**S.N.D. F.O. DOUANES
SECTION DE LILLE**

ELECTIONS MASSE DE LILLE-TOURCOING-PICARDIE

A l'issue des élections du 20 mai 2010 FO a gagné un siège à la commission régionale de la Masse de Lille. Nous avons gagné plus de 20 voix par rapport au scrutin de 2007.

Vos représentants FO à la CRM
Titulaire : Dominique MICHEL
Suppléant : Jean-Paul DEMARCQ

**MERCI A TOUS CEUX QUI ONT
CONTRIBUE A CE RESULTAT !**

FO DÉTERMINÉE À OBTENIR LE RETRAIT DU PROJET SUR LES RETRAITES



Pour la confédération, seul ce mot d'ordre permettra «de rassembler clairement les salariés et de solidifier une action commune» avec les autres syndicats.

FO mettra tout en œuvre pour obtenir le retrait du projet gouvernemental sur les retraites. Car, rappelle une déclaration diffusée à l'issue de la réunion de sa Commission exécutive, la centrale syndicale est «opposée à tout report du droit à la retraite à 60 ans et ses conséquences, à tout allongement de la durée de cotisation, à toute remise en cause du code des pensions». Elle continuera, ajoute-t-elle de

revendiquer «des ressources nouvelles pour le financement des retraites et de la pénibilité au travail dans le privé et dans le public, ce à quoi ne répondent pas les soi-disant ouvertures du gouvernement».

Elle confirme, «compte tenu de l'expérience, que si les manifestations ne suffisent pas, la nécessité d'une journée de grève interprofessionnelle reste posée» avec comme d'ordre le «retrait du projet gouvernemental». Lequel est, pour elle, seul à même, «de rassembler clairement les salariés et de solidifier une action commune».

Communiqué de la Fédération des Finances FO

MOINS DE FONCTIONNAIRES ET MOINS PAYÉS BERCY BEAUCOUP !

Une nouvelle fois, il semblerait que les ministres de Bercy ou leurs représentants soient moins bien informés que les médias.

En effet, selon le journal « Les Echos », les ministères de Bercy seraient encore les plus grands pourvoyeurs de suppressions de postes d'agents publics en 2011.

Selon cette même source, le gouvernement devrait le 6 juillet, lors du débat d'orientation des finances publiques à l'Assemblée Nationale, annoncer l'objectif de 100 000 nouveaux postes supprimés entre 2011 et 2013. Bercy produirait à nouveau le plus gros effort à raison de 56% à 57% des effectifs partants non remplacés.

Sur cette base, les suppressions 2011 pourraient dépasser les 3 350 postes déjà supprimés en 2010. Ce qui porterait à 23 000 le nombre de postes supprimés à Bercy depuis 2000 !

Ce même jour, la Fédération des Finances Force Ouvrière avec d'autres, devraient enfin rencontrer les ministres Christine LAGARDE et François BAROIN afin qu'ils répondent, à la plateforme revendicative commune s'agissant des missions, des moyens, des effectifs et des droits et garanties des personnels.

Par ailleurs, le gouvernement avant même les discussions « Fonction publique », qui doivent s'ouvrir vendredi 25 juin, s'apprête à décider d'un gel des traitements des fonctionnaires pour la période 2011-2013 et envisage même de revenir sur l'engagement de l'augmentation de la valeur du point d'indice au 1^{er} juillet (0,5%).

A l'approche de la rencontre avec les ministres, la rigueur s'impose progressivement pour les fonctionnaires sur tous les fronts : retraites, salaires et emplois !

Sans savoir si l'été sera chaud, FO FINANCES estime que la promenade en bateau a assez duré. Si les ministres n'ont pas d'autres annonces ou mesures à présenter, FO FINANCES sifflera la fin du match de façon précipitée le 6 juillet.

D'ores et déjà, le Bureau fédéral de FO FINANCES appelle immédiatement l'ensemble des agents de Bercy à exprimer collectivement leur ras le bol et à combattre la véritable purge qu'ils subissent !



Déclaration de la commission exécutive confédérale

La Commission exécutive confédérale se félicite du succès de la journée du 15 juin qui a rassemblé 70 000 manifestants à Paris, la plus importante manifestation FORCE OUVRIERE depuis longtemps. De ce point de vue le 15 juin est historique.

Ce résultat montre la détermination de FORCE OUVRIERE et marque, pour la Commission exécutive, la première étape d'une mobilisation indispensable pour obtenir le retrait du projet gouvernemental en matière de retraites.

La Commission exécutive confirme que ce projet est profondément injuste au plan social et inefficace au plan économique. Il se situe dans la droite ligne du plan d'austérité qui veut faire payer aux travailleurs une crise dont ils ne sont en rien responsables.

La Commission exécutive rappelle que FORCE OUVRIERE est opposée à tout report du droit à la retraite à 60 ans et ses conséquences, à tout allongement de la durée de cotisation, à toute remise en cause du code des pensions et revendique des ressources nouvelles pour le financement des retraites et de la pénibilité au travail dans le privé et dans le public, ce à quoi ne répondent pas les soi-disant ouvertures du gouvernement.

Face à un projet que le gouvernement affirme inamovible sur l'essentiel, la Commission exécutive approuve la décision du bureau confédéral de ne pas s'être rendu à une concertation alibi.

La Commission exécutive marque la détermination de Force Ouvrière à s'engager pleinement pour un **retrait du projet gouvernemental** et sa volonté de tout mettre en œuvre pour y parvenir.

Concernant les modalités d'action, la Commission exécutive confirme, compte tenu de l'expérience, que si les manifestations ne suffisent pas, la nécessité d'une journée de grève interprofessionnelle reste posée.

Pour la Commission exécutive, le mot d'ordre de retrait du projet gouvernemental permet de rassembler clairement les salariés et de solidifier une action commune. D'ailleurs, d'ores et déjà, au niveau local, dans des entreprises ou des administrations, un tel mot d'ordre permet une action commune ou conjointe. Ce qui est possible localement doit l'être nationalement.

La Commission exécutive appelle ses structures à militer, expliquer et convaincre à tous les niveaux pour qu'une telle action commune puisse se généraliser à la rentrée. C'est ce que FORCE OUVRIERE expliquera aux autres syndicats lors de la réunion du 29 juin.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2010

des sections locales du S.N.D.-F.O. de Lille et de Tourcoing
se déroulera cette année

le Jeudi 16 Septembre 2010

à la Bourse du Travail 103 rue Barthélémy Delespaul
59000 Lille

à partir de 9h00

Notre Secrétaire Générale - Michèle BOUTONNET -
nous fera l'honneur d'assister à notre assemblée locale.

Commentaires sur la situation actuelle nationale/locale
Libre discussion...

Pour celles et ceux qui le désirent, un repas amical sera pris sur place (15 Euros, Tickets resto acceptés)

Réservations auprès de nos trésoriers alexandre.goscianski@douane.finances.gouv.fr

nathalie.wanquet@douane.finances.gouv.fr

BULLETIN D'ADHÉSION



NOM : _____

PRÉNOM : _____

Grade : _____

Date de naissance : _____

Indice : _____

Résidence administrative : _____

Adresse pour le courrier : _____

déclare adhérer au syndicat FORCE OUVRIÈRE

À _____, le _____ 2010

Signature :